



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.241/2
du 11 juin 2014

advies 56.241/2
van 11 juni 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
14 novembre 2006 relatif à
l'organisation et aux
compétences de la police
fédérale'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
14 november 2006 betreffende
de organisatie en de
bevoegdheden van de federale
politie'

Le 29 avril 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 12 juin 2014 ^(*), sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 14 novembre 2006 relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 juin 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 juin 2014.

^(*) Par courriel du 19 mai 2014.

*

Op 29 april 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 12 juni 2014 ^(*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 2006 betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 juni 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 juni 2014.

^(*) Bij e-mail van 19 mei 2014

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. L'arrêté royal en projet tend à modifier l'arrêté royal du 14 novembre 2006 'relatif à l'organisation et aux compétences de la police fédérale'.

L'article 184 de la Constitution est rédigé comme suit :

« L'organisation et les attributions du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglées par la loi. Les éléments essentiels du statut des membres du personnel du service de police intégré, structuré à deux niveaux, sont réglés par la loi ».

Le titre III de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux', en particulier les articles 92 à 105^{bis} de la loi, tels que modifiés par la loi du 26 mars 2014 'portant mesures d'optimisation des services de police'¹, contient des éléments essentiels relatifs à l'organisation générale et aux attributions de la police fédérale.

Le nouvel organigramme de la police fédérale correspond ainsi à l'article 93, § 1^{er}, 1° à 3°, et § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, de la loi précitée du 7 décembre 1998².

En ce qui concerne les attributions respectives du commissariat général et des directions générales, elles figurent notamment dans les dispositions légales suivantes :

- pour le commissariat général : les articles 92, 99, 100 et 100^{bis} de la loi du 7 décembre 1998 ;

¹ *Doc. parl.*, Chambre, 2013-2014, n° 3375/001, pp. 1 à 17.

² À l'exception de l'article 3, 5°, en projet, qui prévoit « la direction interne de prévention et de protection au travail qui comprend des services centraux et déconcentrés » au sein du commissariat général (voir aussi la mission visée à l'article 2, 6°, en projet, à propos de laquelle le délégué de la ministre a précisé que l'attribution de cette compétence au commissariat général résulte de la loi du 4 août 1996 'relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail').

- pour la direction générale de la police administrative : les articles 95 et 101 de la même loi ;
- pour la direction générale de la police judiciaire : les articles 95 et 102 de la même loi ;
- pour les directions de coordination et d'appui déconcentrées : les articles 103 et 104 de la même loi ;
- pour les directions judiciaires déconcentrées : l'article 105 de la même loi.

L'article 93, § 3, de la loi précitée du 7 décembre 1998, tel que remplacé par l'article 13 de la loi précitée du 26 mars 2014³, habilite le Roi à régler l'organisation du commissariat général et des directions générales en directions et services sous réserve de l'application des articles 100bis à 102⁴.

En l'espèce, si le texte examiné a pour objet de détailler les compétences et l'organisation de la nouvelle structure de la police fédérale⁵, il reproduit à de nombreuses reprises les dispositions légales précitées.

Or, le rappel dans un arrêté réglementaire d'une disposition de force obligatoire supérieure est non seulement superflu, mais pareille manière de faire a en outre pour effet d'occulter la véritable nature de la norme supérieure : en reproduisant celle-ci, l'auteur du projet agit en effet comme s'il était compétent pour arrêter – et donc modifier – cette norme supérieure.

Il est vrai que, dans un but de lisibilité de l'ensemble du dispositif, il peut être admis de reproduire des normes de niveau hiérarchique supérieur, mais, afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être rappelés, le texte doit alors indiquer qu'il s'agit du rappel de ces normes, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article [...] de la loi [...], [...] »⁶.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

³ En application de l'article 47 de la loi précitée du 26 mars 2014, l'article 13 de la loi entre en vigueur le 1^{er} octobre 2014, ce qui correspond à la date d'entrée en vigueur fixée par l'article 4 de l'arrêté royal en projet.

⁴ Voir l'avis 54.653/2 donné le 8 janvier 2014 sur l'avant-projet devenu la loi précitée du 26 mars 2014.

⁵ Voir, par exemple, l'article 6, en projet.

⁶ Tel est le cas des articles 8, 1^o, d), en projet, et 10, 2^o, b), i, en projet, qui renvoient à « l'article 95 de la loi du 7 décembre 1998 'organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux' ».

1.2. Par l'usage systématique de l'adverbe « notamment » dans leurs parties liminaires, toutes les dispositions en projet de l'arrêté royal précité du 14 novembre 2006 mentionnent les compétences et l'organisation du commissariat général, des directions déconcentrées de coordination et d'appui et des directions générales, des directions judiciaires déconcentrées de la police fédérale de manière non exhaustive. C'est en ce sens également qu'est réglée, à l'article 11, 4° (« entre autres »), a) (« dont »), en projet, l'organisation de la direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée.

Il est vrai que, dans la loi précitée du 7 décembre 1998, certaines dispositions relatives aux compétences et à l'organisation de ces services usent du même procédé, mais, d'une part, comme par exemple aux articles 100bis, 101 et 102, c'est chaque fois par référence à un « cadre » législatif préexistant que le texte est rédigé de cette manière, et, d'autre part, il y a lieu de concevoir les dispositions portant exécution de la loi de manière à énoncer ces compétences et cette organisation de manière précise et complète.

Les dispositions en projet seront revues à la lumière de cette observation.

2. Plusieurs dispositions de l'arrêté royal en projet énumèrent des missions du commissariat général ou de la direction générale de la gestion des ressources et de l'information en précisant que ces missions sont exercées en « concertation avec la commission permanente de la police locale ».

L'article 91 de la loi précitée du 7 décembre 1998 est rédigé de la manière suivante :

« Le Roi crée une Commission permanente de la police locale. À la demande du ministre de l'Intérieur ou d'autres ministres intéressés, du collège des procureurs généraux, d'un gouverneur ou d'un bourgmestre, ou d'initiative, cette commission étudie et donne des avis sur tous les problèmes relatifs à la police locale.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, la composition, le mode d'élection et le mode de fonctionnement de cette commission ».

Le texte en projet est dépourvu de fondement légal en ce que, d'une part, le projet prévoit une concertation avec la commission permanente de la police locale et non une consultation de celle-ci ⁷, et, d'autre part, en ce qu'il prévoit l'intervention systématique de cette commission alors que la loi ne la prévoit qu'« à la demande du ministre de l'Intérieur ou d'autres ministres intéressés, du collège des procureurs généraux, d'un gouverneur ou d'un bourgmestre, ou d'initiative ».

En conclusion, les articles 2, 1°, a) et e), en projet, et l'article 6, 1°, h), 2°, d), 3°, b), c) et d), en projet, seront revus de manière à omettre l'intervention de la commission.

⁷ G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, 7^e éd., Paris, PUF, 1998, pp. 180 et 207-208 :

- concertation : « recherche en commun, par les personnes dont les intérêts sont convergents, complémentaires ou même opposés, d'un accord tendant à l'harmonisation de leurs conduites respectives » ;

- consultation : « fait de consulter, de solliciter d'un organisme ou d'une personne, sur une question de sa compétence ou de sa qualification, un avis que l'on n'est jamais tenu de suivre, même dans les cas où l'on est obligé de provoquer cet avis (la consultation est alors dite obligatoire) ».

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. L'alinéa 1^{er} doit être omis car l'alinéa 2 mentionne le fondement juridique du texte en projet.
2. Le préambule doit être complété en faisant état de l'accomplissement des formalités accomplies⁸.

À cet égard, le délégué de la ministre a transmis le protocole n° 345/1 du comité de négociation pour les services de police du 12 mai 2014 et l'avis donné le 8 mai 2014 par le conseil des bourgmestres.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit pas la portée de cette disposition, qui vise à remplacer dans l'intitulé les mots « à l'organisation et aux compétences » par les mots « aux compétences et à l'organisation ».

Cette modification, outre qu'elle est sans utilité quant à la fonction de l'intitulé consistant à indiquer directement l'objet de l'arrêté, complique la deuxième fonction de cet intitulé, consistant à permettre l'identification de l'arrêté modifié, et est d'autant plus inopportune que l'arrêté en projet n'a en réalité pas pour objet de confier des compétences à la police fédérale mais bien exclusivement, conformément à son fondement légal, de régler l'organisation du commissariat général et des directions générales instituées par la loi en directions et services, ce qui suppose bien entendu la fixation des compétences respectives des services institués, mais non celles de la police fédérale en général.

L'article 1^{er} sera omis.

Article 2

Article 2 en projet

La qualité rédactionnelle de l'article 2, 1°, c), en projet, dont le texte est par trop elliptique, gagnerait à être améliorée.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 33 à 35.

Titre V, chapitre II, en projet

Il manque l'intitulé d'une section 1^{re} sous le chapitre II du titre V en projet, qui, à l'instar des autres subdivisions en projet, devrait être dénommée « Compétences ».

*

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Het ontworpen koninklijk besluit strekt tot de wijziging van het koninklijk besluit van 14 november 2006 ‘betreffende de organisatie en de bevoegdheden van de federale politie’.

Artikel 184 van de Grondwet luidt als volgt:

“De organisatie en de bevoegdheid van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld. De essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, worden bij de wet geregeld”.

Titel III van de wet van 7 december 1998 ‘tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus’, in het bijzonder de artikelen 92 tot 105bis van de wet zoals die zijn gewijzigd bij de wet van 26 maart 2014 ‘houdende optimalisatiemaatregelen voor de politiediensten’¹, bevat essentiële elementen met betrekking tot de algemene organisatie en de bevoegdheden van de federale politie.

Zo stemt het nieuwe organogram van de federale politie overeen met artikel 93, § 1, 1° tot 3°, en § 2, eerste lid 1, 1° en 2°, van de voornoemde wet van 7 december 1998.²

¹ Parl.St. Kamer 2013-2014, nr. 3375/001, 1 tot 17.

² Met uitzondering van het ontworpen artikel 3, 5°, dat voorziet in “de interne directie voor preventie en bescherming op het werk die centrale en gedeconcentreerde diensten bevat” binnen het commissariaat-generaal (zie ook de in het ontworpen artikel 2, 6°, bedoelde opdracht, waarover de gemachtigde van de minister ter verduidelijking heeft gesteld dat de toekenning van die bevoegdheid aan het commissariaat-generaal voortvloeit uit de wet van 4 augustus 1996 ‘betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk’).

Wat betreft de respectieve bevoegdheden van het commissariaat-generaal en de algemene directies, die zijn inzonderheid opgenomen in de hiernavolgende wettelijke bepalingen:

- voor het commissariaat-generaal: de artikelen 92, 99, 100 en 100bis van de wet van 7 december 1998;
- voor de algemene directie van de bestuurlijke politie: de artikelen 95 en 101 van dezelfde wet;
- voor de algemene directie van de gerechtelijke politie: de artikelen 95 en 102 van dezelfde wet;
- voor de gedeconcentreerde coördinatie- en steundirecties: de artikelen 103 en 104 van dezelfde wet;
- voor de gedeconcentreerde gerechtelijke directie: artikel 105 van dezelfde wet.

Artikel 93, § 3, van de voornoemde wet van 7 december 1998, zoals het is vervangen bij artikel 13 van de voornoemde wet van 26 maart 2014,³ machtigt de Koning tot het regelen van de organisatie van het commissariaat-generaal en de algemene directies in directies en diensten, onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 100bis tot 102.⁴

Hoewel de voorliggende tekst *in casu* strekt tot het nader preciseren van de bevoegdheden en de organisatie van de nieuwe structuur van de federale politie,⁵ worden daarin meermaals de voornoemde wettelijke bepalingen weergegeven.

Wanneer in een regelgevend besluit naar een bepaling met hogere rechtskracht wordt verwezen, is dat evenwel niet alleen overbodig maar verhult het bovendien de ware aard van de hogere regeling; door deze over te nemen, handelt de steller van het ontwerp immers alsof hij bevoegd zou zijn om die hogere regel vast te stellen en bijgevolg te wijzigen.

Het is voor de leesbaarheid van het hele dispositief weliswaar aanvaardbaar normen met hogere rechtskracht over te nemen, maar om aan de hierboven vermelde bezwaren tegemoet te komen, moet dan in de tekst worden aangegeven dat het de memorering van deze normen betreft, bijvoorbeeld door middel van de formule "Overeenkomstig artikel (...) van de wet (...), (...)"⁶.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

³ Met toepassing van artikel 47 van de voornoemde wet van 26 maart 2014, treedt artikel 13 van de wet in werking op 1 oktober 2014, wat overeenkomt met de datum van inwerkingtreding die wordt vastgesteld bij artikel 4 van het ontworpen koninklijk besluit.

⁴ Zie advies 54.653/2, op 8 januari 2014 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de voornoemde wet van 26 maart 2014.

⁵ Zie bijvoorbeeld het ontworpen artikel 6.

⁶ Dat is het geval met de ontworpen artikelen 8, 1°, d), en 10, 2°, b), i, die verwijzen naar "artikel 95 van de wet van 7 december 1998 'tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus'".

1.2. Door het systematische gebruik van de bijwoordelijke uitdrukking “onder meer” in de inleidende delen van de ontworpen bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 14 november 2006, vermelden al die bepalingen op niet-uitputtende wijze de bevoegdheden en de organisatie van het commissariaat-generaal, van de gedeconcentreerde coördinatie- en steundirecties en van de algemene directies van de gedeconcentreerde gerechtelijke directies van de federale politie. In die zin wordt ook in het ontworpen artikel 11, 4° (“onder meer”), a) (“waaronder”), de organisatie geregeld van de centrale directie van de bestrijding van de zware en georganiseerde criminaliteit.

Het is zo dat, in de voornoemde wet van 7 december 1998, sommige bepalingen met betrekking tot de bevoegdheden en de organisatie van die diensten datzelfde procedé hanteren, maar enerzijds is het telkens, zoals bijvoorbeeld in de artikelen 100*bis*, 101 en 102, onder verwijzing naar een reeds bestaand wettelijke “kader” dat de tekst op die wijze is gesteld, en anderzijds dienen de bepalingen tot uitvoering van de wet dusdanig te worden gesteld dat ze die bevoegdheden en die organisatie op precieze en volledige wijze formuleren.

De ontworpen bepalingen dienen te worden herzien in het licht van deze opmerking.

2. In verschillende bepalingen van het ontworpen koninklijk besluit worden opdrachten van het commissariaat-generaal of van de algemene directie van het middelenbeheer en de informatie opgesomd, waarbij wordt gepreciseerd dat die opdrachten worden uitgeoefend “in overleg met de Vaste Commissie van de lokale politie”.

Artikel 91 van de voornoemde wet van 7 december 1998 luidt als volgt:

“De Koning richt een Vaste Commissie van de lokale politie op. Op verzoek van de minister van Binnenlandse Zaken of andere betrokken ministers, van het college van de procureurs-generaal, van een gouverneur of een burgemeester of op eigen initiatief onderzoekt deze commissie en geeft advies omtrent alle problemen betreffende de lokale politie.

De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de samenstelling, de verkiezings- en werkwijze van deze commissie”.

De ontworpen tekst heeft geen rechtsgrond in zoverre het ontwerp voorziet in enerzijds een overleg met de vaste commissie van de lokale politie en niet in een consultatie van die commissie,⁷ en anderzijds in het systematische optreden van die commissie, terwijl de wet bepaalt dat zulks enkel kan “op verzoek van de minister van Binnenlandse Zaken of andere betrokken ministers, van het college van de procureurs-generaal, van een gouverneur of een burgemeester of op eigen initiatief”.

⁷ Voor het precieze onderscheid tussen de begrippen “overleg” (concertation) en “consultatie” (consultation), zie G. CORNU (dir.), *Vocabulaire juridique*, 7^e uitg., Parijs, PUF, 1998, 180 en 207-208:

- concertation: “recherche en commun, par les personnes dont les intérêts sont convergents, complémentaires ou même opposés, d’un accord tendant à l’harmonisation de leurs conduites respectives” ;

- consultation: “fait de consulter, de solliciter d’un organisme ou d’une personne, sur une question de sa compétence ou de sa qualification, un avis que l’on n’est jamais tenu de suivre, même dans les cas où l’on est obligé de provoquer cet avis (la consultation est alors dite obligatoire)”.

Bijgevolg dienen de ontworpen artikelen 2, 1°, a) en e), en het ontworpen artikel 6, 1°, h), 2°, d), 3°, b), c) en d), te worden herzien zodat het optreden van de commissie wordt weggelaten.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het eerste lid dient te worden weggelaten aangezien de rechtsgrond van de ontworpen tekst wordt vermeld in het tweede lid.
2. De aanhef dient te worden aangevuld met een verwijzing naar de vervulde vormvereisten.⁸

Wat dat betreft, heeft de gemachtigde van de minister protocol nr. 345/1 van het onderhandelingscomité voor de politiediensten van 12 mei 2014, alsook het op 8 mei 2014 door de raad van burgemeesters verstrekte advies overgezonden.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Het is de afdeling Wetgeving van de Raad van State niet duidelijk wat de strekking is van deze bepaling, die de vervanging beoogt in het opschrift van de woorden “de organisatie en de bevoegdheden” door de woorden “de bevoegdheden en de organisatie”.

Buiten het feit dat die wijziging geen nut heeft wat betreft de functie van het opschrift die erin bestaat onmiddellijk het onderwerp van het besluit aan te geven, bemoeilijkt ze de tweede functie van dat opschrift, die erin bestaat het gewijzigde besluit te kunnen onderkennen, en is ze des te minder opportuun daar het ontworpen besluit er in feite niet toe strekt bevoegdheden aan de federale politie op te dragen, maar wel uitsluitend, overeenkomstig de rechtsgrond ervan strekt, tot de regeling van de organisatie van het commissariaat-generaal en de algemene directies die bij de wet zijn ingesteld in directies en diensten, wat uiteraard veronderstelt dat de respectieve bevoegdheden van de ingestelde diensten worden vastgelegd, maar niet die van de federale politie in het algemeen.

Artikel 1 moet worden weggelaten.

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 33 tot 35.

Artikel 2Ontworpen Artikel 2

Het verdient aanbeveling de kwaliteit van de redactie van het ontworpen artikel 2, 1°, c), waarvan de tekst te elliptisch is, te verbeteren.

Ontworpen Titel V, hoofdstuk II

Onder het hoofdstuk II van de ontworpen titel V, ontbreekt een opschrift voor afdeling 1 dat naar het voorbeeld van de andere ontworpen onderverdelingen zou moeten luiden “Bevoegdheden”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre VANDERNOOT